

2015



Tolérance et Vivre ensemble

MEMO REALISE A PARTIR DES RENCONTRES COMALACE

« Je viens ici faire mon devoir. Quel est mon devoir ? C'est le vôtre, c'est celui de tous. Défendre Paris, garder Paris. Sauver Paris, c'est plus que sauver la France, c'est sauver le monde. Paris est le centre même de l'humanité. Paris est la ville sacrée. Qui attaque Paris attaque en masse tout le genre humain. [...] Je ne vous demande qu'une chose, l'union ! Par l'union, vous vaincrez. Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles. Serrons-nous tous autour de la république en face de l'invasion, et soyons frères. Nous vaincrons. C'est par la fraternité qu'on sauve la liberté. »

Actes et paroles – Avant l'exil, Victor Hugo, 1875



1.- De l'idée philosophique de la Tolérance

La tolérance semblait une vertu répandue et généralement admise jusqu'à ce que les événements de Paris au début de cette année (et ceux qui les ont suivis) rendent nécessaire la réimpression de centaines de milliers d'exemplaires du « Traité sur la Tolérance » de Voltaire. Ou la relecture de la « Lettre sur la Tolérance » de Locke. En définitive, certains actes violents et atroces qui ont coûté la vie de quelques personnes en Europe, et donc tout près de notre lieu de résidence, ont touché nos cœurs en raison de leur proximité et de leur cruauté. Il s'agissait d'un avertissement, car en réalité la violence des uns contre les autres est une réalité quotidienne que nous voulons éviter de percevoir. Mais elle existe, que nous le voulions ou non, et en tant qu'hommes et femmes de bonne volonté qui aspirons à ce que la fraternité règne sur la Terre, la violence nous interpelle et nous oblige non seulement à la rejeter mais également à rechercher ses racines et à explorer les voies qui devraient nous conduire un jour à atteindre l'idéal du « vivre ensemble ».

2.- L'idée de Paix

De tout temps, la paix a été une simple pause entre deux guerres. Les princes n'arrêtaient de se battre entre eux que lorsqu'ils avaient soumis l'ennemi ou quand ils n'avaient plus la force de continuer à lutter. La paix était une anomalie et la guerre, un mode de vie. Tout au plus, la paix était le résultat de la puissance exorbitante d'un empire. Ce n'est que depuis Emmanuel Kant qu'il existe une philosophie de la paix et ce n'est que depuis la fin de la première guerre mondiale que la paix est devenue un but en soi et imprègne les fondations sur lesquelles le Traité de Rome entreprend le long périple vers la construction de l'Union européenne. Depuis 1945, on recherche la paix à partir de la construction partagée d'une Cité pour tous.

Néanmoins, il subsiste encore aujourd'hui la dénomination de « pacifistes » pour parler des personnes pour qui la paix est la première des valeurs humaines. La paix n'est pas un acquis définitif. Sur le propre sol européen, nous avons vécu récemment des épisodes de guerre en Ukraine et le souvenir de la destruction de l'ex-Yougoslavie et d'une guerre causée par la haine, une fois de plus, des uns contre les autres, est encore bien vivant. La guerre, une guerre dans laquelle nous ne sommes pas innocents, nous apparaît aujourd'hui dans toute sa rigueur, lorsque les réfugiés de cette guerre tentent d'escalader les murs de notre forteresse. La guerre est encore une réalité dans de nombreuses régions du monde et les menaces de nouvelles guerres sont latentes dans la politique des nations.

Non, dans ce monde du XXI^e siècle, nous ne pouvons pas dire que le « vivre ensemble » soit une réalité. Les êtres humains ne vivent ensemble qu'enfermés dans leur tribu, dans leur quartier ou dans leur nation, et même avec des difficultés, ce que nous analyserons plus avant. Le « vivre ensemble », ce n'est ni partager plus ou moins un espace, ni respecter des frontières, ni fermer les yeux sur ce qui se passe hors de la courte portée de notre quotidien. Le « vivre ensemble », c'est partager la même notion universelle d'humanité et contribuer à la création d'une conscience sociale également universelle sur laquelle peut reposer un espace politique commun fondé sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, un espace dans lequel s'impose une juridiction efficace de tutelle et de protection.

La paix associée au « vivre ensemble » ne peut venir que de la culture des droits humains.

3.- Les préjugés qui nous divisent

Si nous n'avons toujours pas réussi à obtenir une paix durable, si nous continuons à nous tuer les uns les autres à cause d'un drapeau, des religions, des intérêts ou des limites territoriales, comment pouvons-nous passer à une étape qualitativement plus difficile ? Comment allons-nous « vivre ensemble » avec nos voisins si nous acceptons tout naturellement que les guerres et la faim fauchent d'innombrables vies humaines chaque jour ? Le laxisme envers la survivance de la haine dans des pays lointains nous permet de maintenir la haine plus ou moins intense, plus ou moins explicite, envers ceux qui nous entourent et que nous considérons comme différents.

Ainsi, nous n'avons pu concevoir le « vivre ensemble » que dans la mesure où nous restions « entre nous » en ségrégant « l'autre », même si la « frontière » n'était qu'une rue ou la limite d'un quartier. Vivre ensemble, mais sans jamais se rencontrer, voilà l'idée. Ceci est la proposition du multiculturalisme : que chacun se réfugie dans sa communauté et que certaines communautés restent invisibles pour les autres. Que chaque brebis suive son berger de telle façon que chaque personne appartienne en réalité à son troupeau, sans pouvoir en sortir, ni développer librement sa personnalité. L'individu perd ses droits en faveur de son groupe, qui le possède et le guide.

Le communautarisme est non seulement la soumission à l'environnement dans lequel on veut enfermer la personne (apparemment libre dans le groupe à condition qu'elle ne veuille pas en sortir), mais c'est également le refuge dans lequel on cherche à se sentir bien quand on a peur, quand on souffre de la pauvreté ou de la crise ou quand on a froid et que la seule consolation est de retourner au sein de la tribu. Ce retour à un petit monde fermé est aujourd'hui une tentation pour beaucoup de gens qui recherchent dans le nationalisme, dans la religion intégriste ou dans les gourous tricheurs dont parlait Alan Watts, le repos dans la négation de la pensée, l'aliénation de leur autonomie morale et le renforcement apparent de leur identité dans la lutte contre les autres identités.

4.- Le ferment du Vivre ensemble

Contrairement au terrible « vivre à l'écart » du communautarisme, même s'il tente de se déguiser en un faux « vivre ensemble », nous entendons que les êtres humains doivent se rapprocher par le biais de la connaissance et de l'amour. Il faut reconnaître à cet égard que le Programme Erasmus de l'Union européenne pour l'échange d'étudiants a été et est l'une des grandes contributions à la connaissance et à l'amour entre les jeunes citoyens européens, dont les effets sont déjà irréversibles. Les politiques publiques actuelles de connaissance et de reconnaissance entre les citoyens de l'Union méritent la continuité et l'impulsion, ainsi que le soutien de la société et des gouvernements.

La connaissance permet de découvrir combien sont importants les éléments qui déterminent l'égalité et la dignité des êtres humains, et permet également la réflexion sereine sur l'existence de valeurs universelles partagées. Dans chaque territoire, le « vivre ensemble » doit être le résultat de l'équilibre entre la prévalence de l'unité autour de ces valeurs partagées et l'expression individuelle et collective de la pluralité susceptible d'enrichir l'ensemble sans nuire à son unité. Le « vivre ensemble » peut ainsi se lire comme « apprendre ensemble », de façon à générer une avance interculturelle. L'inter-culturalisme

est la combinaison entre le respect de la loi, par conséquent, des règles acceptées par tous, et la découverte de toutes les choses positives qui existent dans les différentes traditions.

La tolérance acquiert dans un contexte interculturel le sens de fil conducteur des découvertes mutuelles pour une constante prise en charge collective du résultat de ce qui est commun à tous les êtres humains comme un idéal, l'amour de la paix et de la liberté. La tolérance est la force motrice de la transformation des différences en caractéristiques d'une société, qui réduit la portée des désaccords et empêche toute cosmogonie de dominer les autres.

5.- La Tolérance au quotidien

La tolérance, contrairement à une idée très répandue, n'est pas le laxisme envers le respect des règles juridiques, ni ne nous condamne à supporter des modes de vie qui nous déplaisent. Le laxisme face à la loi est une invitation à revenir à la loi du plus fort. La dissimulation du dégoût pour celui qui nous semble différent est une stupide manifestation de suprématisme et, en fait, une forme d'intolérance. La tolérance est la vertu qui permet d'établir les limites dans lesquelles le pluralisme d'une société mature s'exprime.

Les limites mentionnées ne peuvent naître que de la culture des droits de l'homme et non de la prétention de primauté d'une culture en particulier, d'une religion ou d'un mode de vie sur les autres. Les limites doivent trouver leurs racines dans la conscience sociale, dans notre cas, la conscience sociale européenne, au-delà des vieux mythes nationaux, et doivent être des limites conçues au service de l'exercice effectif de la liberté.

L'Europe doit confirmer une fois de plus son engagement envers les droits humains et être cohérente avec ceux-ci au moment d'établir les limites caractérisant la tolérance comme vertu qui facilite un espace de liberté.

Un piège très dangereux consiste à réduire la culture des droits humains à la condition d'une cosmogonie comme les autres (par exemple, les cosmogonies religieuses). Même s'il est vrai qu'une partie des droits de l'homme trouve son origine dans le meilleur de quelques doctrines associées à des croyances, il n'en est pas moins vrai que toutes les religions ont dû (ou devront) subir une restriction de leur sphère d'influence, afin de permettre l'autonomie politique de la Cité. C'est ce qu'ont fait la plupart des constitutions politiques adoptées depuis le XIXe siècle et c'est ce que doit faire l'Union européenne, héritière du constitutionnalisme national de ses

États membres, définie aujourd'hui, magnifiquement, comme un espace de liberté, de sécurité et de justice.

La justice est ce qui nous oblige aujourd'hui, dans le cadre de notre culture des droits humains, à être une terre d'asile.

6.- *L'atome de vie*

Notre proposition pour « vivre ensemble » implique de distinguer entre le « noyau » et le « halo » d'un monde organisé autour du concept de citoyenneté.

Le « noyau » comprend les valeurs et les principes qui constituent le mode d'organisation de la coexistence généralement accepté et c'est le résultat d'une histoire qui, née dans l'esclavage et le servage, vise à rendre possible pour tous l'émancipation. L'émancipation comme libération de tout type de chaînes matérielles ou philosophiques, comme l'accès à l'éducation, à la santé et à des conditions de vie décentes, comme le respect, enfin, de la liberté de conscience.

L'Union européenne qui progresse, quoique lentement, vers la construction d'une *république européenne*, trouve ses racines dans le siècle des Lumières, dans les révolutions du XIXe siècle, dans la définition de l'État comme État social dans le XXe et dans le défi de promouvoir la fraternité fédérale au cours du XXIe siècle. Dans la direction proposée qui trouve de notables représentants parmi les penseurs les plus illustres, la détermination juridique des valeurs partagées qui éclairent notre système politique et la validité de ses principes unificateurs doivent se concrétiser en permanence dans la Constitution européenne.

Un « noyau » fort de valeurs et de principes - parmi lesquels se distingue le principe de laïcité comme fruit de la vertu de la tolérance - permet l'existence pacifique et enrichissante d'un « halo » dans lequel, pour ce qui est des principes, se développent librement les différentes options et formes de vie.

Les relations entre le « noyau » et le « halo » reposent sur une mutabilité très limitée du « noyau » et sur une soumission du « halo », dans toutes ses manifestations polymorphes, au contenu du « noyau ».

En concevant ainsi les choses, il résulte évident que le pluralisme du « halo » est un élément positif qui contribue, par le biais de l'apport des valeurs universelles qui en découlent, à la définition d'un « noyau » fort et stable, moteur de cohésion sociale et garant de l'exercice des droits individuels et sociaux inaliénables. Le rôle de l'Union européenne dans la définition, la diffusion et la protection du « noyau » est irremplaçable.

La tolérance, il convient de le répéter, est la lubrification des mécanismes de relation entre les options et les modes de vie pluriels du « halo » et l'unité du « noyau ».

Il semble inutile d'avertir que notre modèle de coexistence décrit comme la tension créative entre le « halo » et le « noyau », mais non sans conflits potentiels, constitue une réponse complexe à un problème complexe. En ce sens, nous entendons qu'une politique européenne pour le XXIe siècle doit relever le défi de la gestion de la complexité. De même, nous considérons comme adversaires de notre modèle ceux qui défendent des projets simples et simplificateurs, souvent l'expression plus ou moins explicite d'une volonté hégémonique.

Nous, nous n'accordons la primauté qu'à la culture des droits humains.

7.- L'éducation pour établir durablement la démocratie

Pour arriver à être une bonne société, une société doit s'efforcer d'être capable de donner vie à une véritable *école de formation des citoyens* : dans laquelle, les enfants comme les adultes, sans limite d'âge, doivent apprendre à exercer le droit de vote, à exprimer leurs idées à travers des discours mesurés dans le désir de persuader sans blesser, à respecter les différences et à apprendre de celles-ci, à agir selon leurs idées dans un cadre constitutionnel soumis à la loi de la majorité et non à l'imposition du prince, à reconnaître la dignité de la femme dans la vie privée et dans la vie publique et à rejeter toute idéologie qui ne respecte pas l'être humain libre comme axe sacré de la construction de la vie collective.

Nous reconnaissons le droit inaliénable de tout être humain à être égal à ses pairs, à recevoir une éducation qui lui évite l'emprise exclusive de son héritage et le rende capable, au contraire, d'en évaluer le sens pour partager son héritage particulier avec le patrimoine général d'une société « *bonne* » qui aspire à donner à chacun sa propre chance, à chacun ce qui lui revient.

Nous assumons l'obligation de diffuser la vérité dans la Terre entière, partant de la conviction que l'histoire de l'Humanité peut se résumer en ce que chaque génération qui a demandé une *grâce* a été remplacée par une autre qui a conçu la conquête de l'aspiration précédente comme un *droit*. Le moyen de promouvoir le progrès, bien décrit par cette dernière affirmation, est l'*éducation des masses* qui était autrefois incarnée dans le *Temple de l'Absolu*, moyennant le contrôle clérical, et que nous voulons situer dans le *Temple de la Raison*. La première étape a été franchie grâce à la Réforme de Luther et le principe du libre examen. La seconde doit être l'éducation dans la liberté et partant de la liberté, en supprimant les contraintes qui empêchent, ont empêché ou pourraient empêcher que les citoyens enseignent ce qu'ils savent et le partagent avec les autres.

La société politique que nous désirons ne naît pas, mais se fait, à l'origine, en se confrontant à l'ennemi extérieur, bien sûr, mais avec l'animosité de l'ennemi intérieur. La nation est un combat, mais la plénitude de la nation, comme l'a défendu Garibaldi à partir de ses convictions humanistes, est la paix. Non la victoire, la paix. La paix kantienne, permanente et irrévocable. Le *foedus pacificus*. La Fédération.

La nation se construit grâce à l'éducation qui est, à la fois, un droit et un devoir, car l'accès à la citoyenneté n'est ni évitable ni aliénable. L'éducation est un devoir républicain. Elle nous rend tous égaux pour que nous ayons tous la possibilité d'être libres. Il n'y a pas de liberté sans égalité, il n'y a pas d'égalité sans éducation. Il n'y a pas d'éducation s'il existe l'endoctrinement, la ségrégation, la haine ou la peur. L'éducation comme devoir *républicain* est la seule voie vers l'émancipation et pour offrir à chacun les possibilités de s'élever selon son mérite et sa capacité. L'éducation émancipatrice ne peut être que laïque, autrement dit elle ne peut pas s'accommoder à une vision du monde particulière ou, encore moins, bêtement neutre. La neutralité, comme le disait Jean Jaurès, est le néant. L'éducation prend parti, elle est belligérante dans la cause des droits de l'homme conçus comme la seule culture universelle et comme l'ambiance accueillante des différences capables de coexister.

Nous ne partageons ni la prétendue suprématie d'une nation, ni l'idolâtrie de l'argent, ni la culture réduite au spectacle, ni la glorification de la violence. L'idéal de liberté individuelle et

de tolérance qui nous caractérise nous protège contre toute dérive totalitaire, idéologique ou politique, de mauvaise ou de bonne réputation.

Après la chute du mur de Berlin, aujourd'hui, d'autres murs poussent partout et, derrière eux, il n'y a que la mort et la désolation. Tous les jours, le droit à l'existence est nié aux victimes de l'État islamique qui tue les gens sous prétexte qu'ils n'adhèrent pas à la croyance qu'ils préconisent. Il semble que l'histoire se venge ainsi de Charlemagne et d'Isabelle et Ferdinand et de tous les rois et inquisiteurs chrétiens qui ont fait de même, il n'y a pas si longtemps.

Aucun citoyen du monde ne nous est étranger, et nous préservons sa vie quelle que soit sa religion ou ses convictions. Mais nous ne resterons pas sans rien faire, nous allons recourir s'il le faut à la force, à la force exercée à partir de la loi et au sein de la loi, pour garantir la vie et l'existence de tous.

Nous allons à la rencontre de l'autre dans l'intention de partager avec lui ses principes qui se résument à diluer la dichotomie nous / eux, les uns et les autres, la grande tentation qui nous maintient sauvages, pour aller vers un *nous* transfrontalier, interreligieux et « inter-convictionnel », universel et solidaire.

8.- Militer pour l'Humanité

Notre militantisme humaniste nous pousse à franchir toute barrière de séparation entre les uns et les autres en quête d'un *nous* inclusif et *républicain*. Partant de l'humanisme, nous ne renonçons à aucun des objectifs qui seraient de nature à combler les désirs de bien-être de l'être humain, mais nous renonçons en revanche à atteindre les objectifs fixés au prix que certains prennent le dessus sur d'autres, et encore moins, que certains exterminent les autres. Du respect pour les idées, aussi diverses qu'elles puissent être, mais du respect, surtout, pour les personnes.

La *Cité* consiste à surmonter les divisions et cela signifie que l'aspiration du présent ne peut être autre que de tenter d'unir les nations au lieu de les dresser les unes contre les autres. L'avenir devrait avoir pour horizon une fédération mondiale, mesurée par la pleine reconnaissance de la dignité de chaque personne. Surmonter la tribu réside dans la disparition des frontières et dans l'extension universelle de la notion de *citoyenneté*.

Les uns contre les autres. Erreurs fatales. Toutes les qualifications ou les disqualifications globales de groupes humains (ethniques, raciales, nationales, linguistiques, religieuses, sexuelles) sont essentiellement injustes, des graines de haine et une porte ouverte à la confrontation.

La peur, l'arme que brandissent les *uns* contre les *autres*, génère toujours la soumission, au gouvernement ou au voisin, au père ou au prêtre, au fascisme et au stalinisme, aux « yeux et aux oreilles de la révolution » ou au gardien des essences, à l'unanimité qui impose une conception, une religion ou une idée comme unique, en rejetant comme inadmissibles les autres. La peur paralyse et, parfois, pousse à la folie collective. La liberté ne va pas sans le respect, l'égalité est impossible sans une inégalité solidaire, la justice est incompatible avec le laxisme et le lynchage, le pluralisme se meurt s'il ne comporte que la différence sans en tirer profit.

La peur ne peut disparaître que lorsque la vie est intimement liée à la laïcité conçue comme la structure spirituelle de la *Cité*. La laïcité qui se bat avec les armes de la raison, de la persuasion et du bon exemple, apparaît comme un principe organisateur de la pluralité et de la tolérance dans une société qui a atteint sa majorité et qui n'interfère pas, d'emblée, avec le contenu substantif des religions ou des idéologies.

Le principe de laïcité n'est pas une particularité française ou européenne, mais l'émanation d'une tension émancipatrice enracinée dans la culture des droits de l'homme, combien sont réticentes les religions à accepter la validité universelle des droits de l'homme ! Et avec elles, toutes les options idéologiques et toutes les formes absolutistes et dogmatiques de pouvoir. Les prétextes pour limiter la validité du principe de laïcité dissimulent toujours la tentative d'imposer la propre croyance (religieuse, athée, politique, économique) sur le libre exercice de la pensée.

Pourquoi les citoyens voudraient-ils penser ? Si d'autres, plus sages, plus inspirés, plus savants, plus audacieux ou plus manipulateurs dans leur ignorance et leur stupidité, pensent déjà pour eux ? Il n'y a pas assez de moutons pour autant de candidats à vouloir être berger. En réalité, pourquoi quelqu'un voudrait être citoyen, s'il peut être fidèle ou sujet ou client ou consommateur ou leveur de mains anonyme dans une assemblée ? Ou *hooligan* de toute nationalité qui ferme les yeux sur les conséquences, parfois mortelles, de la violence qu'il contribue à alimenter.

La tradition évangélique, qui évoque le *bon pasteur*, comme celui qui est capable de montrer de l'amour pour ses semblables, rejette la pléiade de faux pasteurs, d'aspirants à tyran, de grands prêtres, et d'autres fous ayant pour vocation de vivre aux dépens des autres. La *république laïque* est le seul espace d'égalité citoyenne dans la dignité dans lequel peuvent se développer toutes les potentialités du cœur humain.

Toutefois, les citoyens expriment de plus en plus leur *indignation* face à la détérioration de leurs conditions de vie, au démantèlement des politiques sociales, au prestige contesté des élus et des dirigeants et à la corruption qui semble imprégner tous les niveaux de gouvernement et de l'administration publique. L'expression de cette *indignation* est, en soi, une force de changement et de progrès, même si les arguments utilisés ne sont pas toujours techniquement corrects ou juridiquement possibles. La science est, de par sa nature, particulièrement sensible à la défense des politiques d'égalité et aux plaintes exprimées au sein du Parlement ou par des explosions d'indignation. Pour notre part, nous voulons aller *au-delà* de l'indignation pour nous engager à mettre en action des principes de base d'une société démocratique. Ils peuvent accepter, bien entendu, une ou autre solution concrète et contingente, mais ils ne peuvent pas transiger avec la récupération du prestige de la chose publique.

9.- Les fondements de l'éthique du Vivre ensemble

La libre expression, la pleine reconnaissance des droits fondamentaux, les nouveaux mécanismes de solidarité, un contrat social à réinventer à travers les devoirs de chacun sont les différentes composantes et expressions d'une même et seule posture, celle du bien *Vivre Ensemble*. Encore faut-il que cette attitude s'exprime lisiblement, de façon positive, cognitive et partagée.

Ce concept incontournable comme toutes les autres, est un outil d'éducation pour graver la prise de conscience individuelle de chacun envers soi-même, envers sa famille et envers la collectivité. C'est la volonté de pratiquer l'éthique d'autrui comme le ciment de cette construction commune dans un monde qui doit nous unir. C'est mettre en avant le souci de l'autre, comme visée d'une « vie bonne » avec et pour les autres dans des institutions justes. Un travail de connaissance, d'explication et d'acceptation est nécessairement à entreprendre.

Il est apparu important de transmettre aux nouvelles générations à la fois, les principes de ces valeurs, héritage de nos ancêtres et à la fois d'apprendre à s'adapter à ce monde en mouvement. Nous avons un devoir de transmission car nous sommes les héritiers et les bénéficiaires de ces valeurs, et nous avons cette responsabilité envers les futures générations : redonner du sens et respecter ces valeurs à travers l'éducation :

- dans l'éducation primaire, avec l'instruction civique qui retrace l'histoire des peuples, les valeurs morales et humaines conquises et appliquées à travers des « cours de morale » ou « cours d'éducation civique ».
- dans la jeune adolescence, pour les jeunes de 16 ans avant qu'ils quittent la scolarité, rappeler, informer et inculquer l'adaptation de ces valeurs acquises à la vie quotidienne avec les droits et aussi les devoirs du citoyen, à l'occasion d'une année de « pratique civique ».
- pour les futurs chefs d'entreprise, personnages politiques et futurs gouvernants, à minima des cours de pratique de comportements éthiques à titre personnel et professionnel dans la gestion de leurs futures affaires d'administration publique ou privée.

Aujourd'hui la politique est soumise à la dictature des marchés, à la finance. Il apparaît clairement qu'un choix de société s'impose à nous. Soit nous subissons l'existant et devons faire face aux conséquences, soit nous agissons pour faire un monde dont nous avons rêvé, porteur d'espérances et de valeurs humaines. Il en va de notre responsabilité de citoyen.

La tolérance n'est pas une vertu naturelle. Pour vivre ensemble, il faut d'abord reconnaître la valeur de l'autre, se reconnaître dans l'autre, avant de l'étiqueter. Pour contrôler la tendance au regroupement grégaire autour de croyances communes susceptibles de produire des failles, des ruptures, dans le vivre ensemble, il convient que chaque individu puisse s'appuyer sur une formation solide aux valeurs éthiques lui permettant de relativiser ses attaches particulières et de conserver son libre arbitre, même dans un rite religieux.

Il est donc indispensable de fonder le vivre ensemble sur les valeurs communes des êtres humains, en dehors de leur asservissement à des dogmes, et pour cela il faut à tout prix prendre l'éthique comme fonds culturel commun.

Mais prendre l'éthique comme base des relations dans le vivre ensemble implique :

- la reconnaissance de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains, sans distinction de sexe, de croyance, d'origine historique ;
- la reconnaissance de la liberté de conscience de tous les êtres humains ;
- la séparation nette de l'État de tout système de croyance en l'immortalité ou la non-immortalité de l'âme, et la garantie donnée par l'État à tous les citoyens qu'ils sont libres à tout moment de leurs choix religieux ou non, de leur spiritualité, à la condition que ces choix n'aient pas pour conséquences l'assujettissement et l'exploitation des personnes ;
- la laïcisation de la sphère publique, de sorte que les opinions religieuses restent du domaine du privé.
- une **éducation publique** complémentaire à l'éducation familiale **aux valeurs éthiques**, afin d'en faire le socle du vivre ensemble et permettre à chacun de faire la nécessaire distinction entre d'une part ce qui est commun et inaliénable dans tous les êtres humains et d'autre part les particularités de sa croyance. Mettre sa croyance en harmonie avec les valeurs éthiques est une étape indispensable au vivre ensemble. Ceci est particulièrement important lorsqu'il s'agit de ne pas hiérarchiser la valeur des personnes à l'aune de leur sexe ou de leurs orientations sexuelles.